Contre l'austérité en France et en Europe

L'ardente nécessité de constructions alternatives à gauche

Sourd de l'oreille gauche, F. Hollande ne veut pas tenir compte de sa débâcle électorale.

Le choix de Manuel Valls comme Premier ministre est le signal supplémentaire qu'attendait le patronat. Il n'aura rien à craindre d'un remaniement ministériel opéré sous la baguette d'un ministère des Finances concentré sur l'objectif d'une diminution drastique des dépenses publiques et sociales pour financer la baisse du coût du travail, en réalité leur rentabilité financière, en prétendant favoriser la compétitivité des entreprises.

Comme l'a confirmé le discours de politique générale du nouveau chef du gouvernement, le cap du pacte de responsabilité, le cap de la finance sera bien tenu. Ce sera barre à droite toute !

C'est une nouvelle gifle à toute la gauche de transformation sociale qui l'a porté au pouvoir en 2012 et un bras d'honneur aux électrices et électeurs qui ont protesté contre cette politique du reniement en faisant la grève des urnes les 23 et 30 mars derniers.

Mais c'est aussi une insulte à la France, à son histoire, à ses valeurs. En refusant d'entendre les souffrances sociales et le besoin de justice, non seulement il prend le risque de laminer toute la gauche, mais il conforte l'idée fausse qu'il n'y aurait pas d'autres politiques possibles que la sienne, celle de la soumission à la loi de l'argent roi, au moment même où droite et extrême droite, de plus en plus fusionnées, espèrent en profiter pour rafler tous les pouvoirs.

Incontestablement, la situation est grave et sérieuse, et potentiellement grosse d'une grave crise politique, démocratique et institutionnelle.

Il incombe désormais à tout citoyen de gauche, progressiste, démocrate, à tout salarié, fonctionnaire, de se faire entendre dans des rassemblements d'action à partir des quartiers et des entreprises, pour réclamer d'autres choix, conformes aux intérêts populaires et non à ceux des puissances financières.

C'est ce qu'ont commencé à faire les dizaines de milliers de marcheurs contre l'austérité et pour la justice sociale, le 12 avril dernier à l'appel de 200 personnalités et du Front de gauche. Et qu'il faudra amplifier.

C'est aussi ce qu'ont revendiqué les 50 000 syndicalistes européens rassemblés le 4 avril à Bruxelles contre l'Europe austéritaire, lorsqu'ils ont lancé leur appel pour un grand plan européen de relance des investissements socialement utiles au moyen d'un Fonds financier européen abondé par la BCE, qui remet en cause les orientations actuelles de l'institution financière européenne et de l'euro.

Voilà qui renforce la responsabilité du PCF dans le Front de gauche, qui doit être plus que jamais rassembleur, offensif et porteur de propositions pour une alternative en France et en Europe.

C'est l'ambition de ce numéro d'*Économie et Politique*. À la veille des échéances électorales européennes, porter au débat les éléments de contenu et de cohérence de cette bataille.

En lien avec les propositions pour une alternative en France, ce numéro soumet au débat les propositions du PCF pour une réorientation et une refondation de l'Europe. Il avance les arguments d'une véritable cohérence alternative de progrès social articulant objectifs sociaux, moyens financiers et pouvoirs nouveaux en Europe. Telle est l'idée qui traverse son dossier central : la promotion de nouveaux objectifs sociaux en Europe exige de nouveaux moyens financiers et de nouveaux pouvoirs et institutions démocratiques ! Les trois s'épaulant et se renforçant.

Idée force et forte, cette cohérence est partagée à gauche, dans le mouvement social et intellectuel, en France et en Europe, au sein du Parti de la gauche européenne, des membres de la CES jusqu'à l'Alter-Summit européen. Elle doit être pour le PCF et le Front de gauche au cœur de la campagne des élections européennes dans le combat d'idées pour alimenter les luttes et le rassemblement jusque dans les urnes le 25 mai prochain à l'occasion des élections européennes. Elle donnera du sens au bulletin des listes Front de gauche. ■



Catherine Mills